

## « Famille über alles »

"J'aime mieux mes filles que mes cousines, mes cousines que mes voisines, mes voisines que des inconnus et les inconnus que des ennemis." C'est ainsi que, dans un raccourci démagogique, Jean-Marie Le Pen assimile la nation à la famille<sup>1</sup>. Dans cette logique, il a formé sa fille pendant des années dans le but de lui léguer « son » parti, le Front National. Toujours dans l'idée de « prendre » un jour pas si lointain, la France, il a envoyé sa petite-fille faire ses classes à l'Assemblée nationale française. Quand ici, fiston attend que papa soit élu pour se découvrir homme politique, et sans formation, ni expérience, est propulsé président de la commission de la défense de l'Assemblée Nationale, dans un pays en guerre ! Quand on vous dit que la réalité dépasse la fiction, même lepénienne.

Dans un entretien accordé à Jeune Afrique le 22 mai 2014<sup>2</sup>, IBK déclare avoir été contre la nomination de son fils à la présidence de la commission de la défense. Et ajoute-t-il, « *Même topo en ce qui concerne le président de l'Assemblée nationale, Issaka Sidibé, le beau-père de Karim. Je ne souhaitais pas qu'il occupe ce poste et j'avais là aussi un autre candidat, mon ancien directeur de campagne, Abderrahmane Niang, un expert auprès des Nations unies. Les cadres de mon parti sont aussitôt montés au créneau pour exiger que ce soit l'un des leurs, en l'occurrence Sidibé, qui prenne le perchoir. Allais-je humilier mon propre parti ? Là encore, j'ai bien dû céder. Que tout cela prête à controverse et à réflexion, j'en conviens. Mais est-ce un crime ? Je ne le pense pas* ». Un crime contre la démocratie, certainement. Mais vous, qu'en pensez-vous ?

Monsieur le Président aurait dû avoir le courage « d'humilier », comme il le dit, son propre parti, car aujourd'hui, c'est toute la Nation qui est humiliée. Monsieur le Président aurait dû expliquer à son fils que c'est lui, son père, qui a été élu président de la République. En tant qu'homme d'Etat visant la magistrature suprême, il aurait dû inculquer à son fils les rudiments de la démocratie. Lui expliquer que la démocratie implique une égalité sociale (tous les citoyens sont libres et égaux) qui permet à chaque individu, émancipé de sa famille, de trouver sa place dans la société, selon son mérite personnel. Emancipation ne veut pas dire rejet de la famille, simplement elle permet d'exister en dehors ou à côté d'elle, à égalité avec les autres individus. Il aurait dû expliquer à son fils que le Mali n'est pas un royaume, que le pouvoir ne se lègue pas mais se mérite et se conquiert. Qu'une nation de 14 millions d'âmes ne peut pas être au service d'une seule famille, aussi grande soit-elle. Il aurait dû dire « non » à son fils quand ce dernier a installé Beau papa à l'Assemblée Nationale, successeur naturel si un malheur, que l'on ne souhaite pas pour le pays, venait à advenir. Le Mali mérite-t'il un dirigeant dont la famille planifie dès l'intronisation la succession à la tête de la Nation, comme s'il s'agissait d'un vulgaire terrain à hériter ? Formulé autrement, le Mali « familial » d'aujourd'hui est-il réellement démocratique ? La démocratie à l'occidentale est-elle transposable telle quelle dans une société où la place de l'individu est définie par rapport à son appartenance familiale, à un clan ? Ne suppose-t-elle pas des prérequis dont l'individualisation et une éducation indispensable à l'autonomisation des individus ? Si l'on pense que les pays ont les dirigeants qu'ils méritent, il serait temps de se poser les bonnes questions si l'on ne veut pas que notre pays finisse atomisé.

Nous avons compris que notre Président a un faible pour sa famille et en tant que membre de la grande famille Mali, nous nous sentons rassurés puisqu'il suffit simplement d'exiger pour le faire céder. On ne devrait donc pas tarder à voir Beau papa quitter le perchoir puisque « *...des députés du RPM, de l'Adema et de l'APM sollicitent la destitution du président de l'Assemblée nationale. Qui, selon eux, aurait perdu tout crédit, non seulement, auprès des députés de son parti, le RPM ; mais aussi, auprès des autres partis politiques qui « ne veulent plus le sentir à l'Assemblée nationale* ». Auparavant, ils demandent que toute la lumière soit faite sur le marché attribué, illégalement, par Issiaka Sidibé, président de l'Assemblée nationale à sa fille, épouse de Karim Keïta, fils du président de la République et président de la Commission Défense de l'Assemblée nationale<sup>3</sup> ». Pour arriver à faire une telle unanimité contre lui, aussi père de la femme de fils de qu'il soit, on n'ose imaginer ce qu'a fait Beau Papa pour être ainsi ouvertement dénoncé par ses pairs ! Sera-t-il désavoué par le père, au risque d'admettre que la famille peut faillir ? « *Famille über alles* », la famille au-dessus de tout, la Nation ravalée au rang de bien de famille.

Un système de gouvernance profondément inégalitaire fondé sur la famille, le clan, les relations. Qui récompense celui qui s'est contenté de naître et n'est en rien responsable de sa naissance : où est le mérite personnel à avoir les parents que l'on a, à être né à tel endroit et pas un autre, à occuper tel rang dans la fratrie et si possible à être de sexe masculin ? Un système qui récompense celui qui focalise toute son énergie et son intelligence à gagner les faveurs du puissant par la flatterie, aubaine inespérée pour le médiocre qui se découvre griot gagnant. Une attitude de rentier que l'on retrouve dans toutes les sphères de la société, le travail, le vrai, étant réservé aux esclaves... et aux idiots bien sûr.

Un système qui dissuade les meilleurs de donner le meilleur d'eux-mêmes et de tirer les autres vers le progrès, un système qui favorise une médiocratie qui conduit, à terme, forcément, au désastre. Un système qui infantilise les citoyens en les empêchant par tous les moyens d'être autonomes, un système qui les enfonce de plus en plus dans la dépendance, l'ignorance et la mendicité afin de mieux les contrôler.

<sup>1</sup> [La préférence nationale. La grande supercherie](#)

<sup>2</sup> <http://www.jeuneafrique.com/Article/JA2783p022.xml0/>

<sup>3</sup> <http://www.maliweb.net/politique/assemblee-nationale/assemblee-nationale-la-destitution-du-president-reclamee-pour-avoir-attribue-illegalement-un-marche-a-sa-fille-epouse-de-karim-keita-fils-dibk-880442.html>

## La famille, structure grégaire ou degré zéro de l'organisation

La famille est une structure sociale «grégaire<sup>4</sup>» qui apporte un avantage particulier à ses membres, à l'exclusion des autres. Il en va de même pour les réseaux, les relations ou le statut qui permettent d'échapper au sort commun en obtenant des avantages particuliers. Les autres, exclus, souffrent, survivent ou meurent ? Tant pis pour eux, ils l'ont bien mérité, ils n'avaient qu'à naître dans la bonne famille, à la bonne place et si possible de sexe masculin !

A la suite du dernier Forum de Bamako qui s'est interrogé sur « *L'Afrique émergente à l'an 2035* », Thierry Perret<sup>5</sup>, journaliste français, apporte une contribution intéressante sur le rôle de la famille comme entrave au développement de l'Afrique. Selon lui, il ne saurait y avoir de développement sans organisation car « *l'émergence a besoin d'être planifiée, donc organisée. ... L'organisation, dans mon propos, sera avant tout le respect des moyens nécessaires à la mise en œuvre des objectifs... . Or on sait bien ce qui fait que l'organisation fonctionne ou non : il faut des acteurs qui à tout moment concourent à l'action. Affaire de procédures, sûrement. Mais c'est l'affaire aussi d'une culture d'organisation, et cela ne se décrète pas : c'est la **rigueur dans l'organisation qui permet le travail en commun, c'est la norme et son respect** qui font que les choses avancent. Ne pas aller boire le thé quand les copains sont en train de travailler, c'est faire preuve de rigueur. Etre au rendez-vous quand votre interlocuteur doit lui-même respecter un calendrier de rendez-vous, c'est faire preuve de politesse, sans doute, mais surtout de rigueur. Un manager doit pouvoir compter sur ses hommes, sur l'accomplissement de leurs tâches respectives, sans s'épuiser à de multiples vérifications qui tuent dans l'œuf l'idée même d'action ordonnée et maîtrisée* ».

« *Le Mali comme pas mal d'autres pays donne l'exemple d'efforts méritoires et parfois désespérés vers le respect de la norme, des engagements, du programme. Mais il y a toujours un caillou dans le programme... On dit parfois que les Maliens ne travaillent pas. Je pense que c'est parfaitement faux, si l'on conçoit par là le manque d'efforts fournis. Ils font au contraire des efforts terribles pour travailler un peu, malgré tout ce qui s'oppose dans leur société au travail. Et si certains parviennent malgré tout à exécuter un travail considérable, leur effort est réduit à néant par tous ceux qui font des efforts sans arriver à... travailler !*

*Et quand ce type de dissociation entre les acteurs est généralisé, il y a un phénomène pire que les autres : c'est le soupçon. Le leader qui sait d'avance qu'il ne peut se reposer sur les autres, ne pourra jamais déléguer. C'est ce qui ne permet pas l'organisation, telle que définie plus haut. »*

«... Dans une publication depuis longtemps attendue, chercheurs maliens et français dressent une cartographie intéressante du Mali contemporain<sup>6</sup>. Dans ce gros volume qui multiplie les points de vue de chercheurs en sciences sociales, l'introduction donne le ton : **aujourd'hui au Mali, est-il constaté, prédomine le modèle de la famille, étendu à toutes les sphères de la société, à l'entreprise aussi bien qu'à la politique. Tout se joue, comme dans la famille hiérarchisée, par des relations interpersonnelles, où la seule dynamique est celle qui permet de se positionner auprès de ceux qui détiennent pouvoir et ressources** ».

*N'allez pas demander à la famille de gérer la norme abstraite décrite plus haut : elle fonctionne au contraire comme un système de récompenses immédiates et concrètes entre gens qui se connaissent et se font (un peu plus) confiance. Il n'y a pas d'agent, ou si vous préférez d'individu, dans la famille, car ceux-ci se conçoivent comme une partie solidaire de la famille. Normal, puisque c'est elle et nulle autre qui règle les embauches, la distribution de ressources, donne le tempo de la vie quotidienne et de ses obligations ; l'ardeur à rendre service et se servir dans le cadre de la famille est exactement contraire à la vigueur attendue dans le travail. Voilà pourquoi les Maliens n'ont rien de paresseux. Ils déploient une énergie hors normes à servir la famille. Pour le reste, ça attendra... ».*

**La famille, c'est le degré zéro de l'organisation.** Un chef d'entreprise ou un responsable politique, faute de pouvoir s'appuyer sur un réseau fiable d'individus, préférera toujours avoir recours à un membre de la famille, peu compétent mais plus fiable dans son esprit, car ce qui motive le parent à travailler dépasse toujours sa fonction. Le problème, c'est que la fonction est imparfaitement remplie. Un degré plus haut que la famille, il y a la clientèle, qui met en œuvre ses mécanismes de façon tout à fait similaire. Et dans ce système extrêmement régulé, toutes les valeurs sont retournées : savoir bien se conduire, on perçoit ce que c'est ; et cela n'a rien à voir avec ce qui est consigné dans les rapports sur la transparence internationale des affaires.

On trouve aussi dans le Mali contemporain quelques aperçus, pas franchement réjouissants, sur les dysfonctionnements de la décentralisation, ce grand chantier de rénovation politique. Il faut se garder en la matière de points de vue tranchés, car il y a des processus et des projets de décentralisation qui réussissent. Mais il y a aussi un système global de transfert de pouvoir qui ne fonctionne toujours pas. Certains disent : c'est parce que le transfert ne s'est pas réellement opéré, ce qui n'est pas faux. Mais d'autres constatent que les maux des pouvoirs décentralisés ressemblent beaucoup aux maux de l'Etat central : l'arbitraire et l'abus de pouvoir, la non implication, la corruption, le manque de compétence. J'en conclus que si la décentralisation n'est qu'un transfert au niveau local de la mal gouvernance, ce n'est pas la peine de tant se fatiguer !

<sup>4</sup> Relatif à la vie en groupe sans organisation interne

<sup>5</sup> [L'émergence, la norme et la famille](#)

<sup>6</sup> Le Mali contemporain, Bamako, Editions Tombouctou, IRD 12/2014

*Ou alors comprenons que le problème de gouvernance globale reste au cœur de tous les dispositifs qui seront adoptés. Et cette (mal) gouvernance généralisée doit beaucoup au système de la famille, cette inflation du social que tout le monde constate en Afrique ».*

La suprématie de la famille, pierre angulaire de notre système social, politique et économique, nie l'individu, est anti-démocratique et empêche le développement.

Elle tire les meilleurs vers le bas pour une question de survie ou les fait fuir vers des cieux plus avides d'intelligence. Elle pousse les plus entreprenants à aller à l'aventure pour échapper à une mort misérable mais aussi à une pression familiale et sociale étouffante. Elle promeut les médiocres au prétexte d'appartenance clanique et handicape un peu plus les chances de développement de tous. Plus grave, elle a un côté fascisant quand elle foule aux pieds l'égalité des citoyens prônée par la démocratie, quand elle dénie à la majorité de la population son appartenance à la Nation en l'excluant du contrat social, quand elle favorise le culte du chef de famille devenu chef de la Nation. Cette fascisation rampante est renforcée par le fait que cette conviction qui place la famille au-dessus de tout, véritable phénomène de masse, est partagée, acceptée et vécue par tous, de haut en bas, de gauche à droite, du nord au sud, d'est en ouest. Chacun attendant son heure et ne questionnant jamais un système qui le laisse au bord de la route.

Comment s'étonner, dès lors, qu'une partie de la population se rebelle et réclame sa part du gâteau ? Remet-elle en cause un système qui l'opresse peut-être mais que les autres composantes de la famille MALI subissent tout aussi durement, si ce n'est plus ? Non, elle rassemble sa famille la plus proche et agit comme oppresseur elle-même en excluant ceux qui ne sont pas et ne pensent pas comme elle. Que fait donc la CMA quand elle revendique<sup>7</sup> que « *Les forces de défense et de sécurité à l'intérieur de l'Azawad soient composées à 80% de ressortissants de l'Azawad, ainsi qu'au niveau des postes de commandement.* ».

Propose-t-elle de délivrer le peuple malien du joug des familles maffieuses qui tiennent le pays ? Non, elle se désolidarise de lui et propose la même organisation familiale ou grégaire que celle qu'elle prétend combattre. Elle entérine l'exclusion de tous ceux qui ne font pas partie de la « famille » en définissant de façon arbitraire et unilatérale une « *entité géographique, politique et juridique* » fantasmagorique. Qui a construit Tombouctou et fait sa grandeur ? Quel droit, qu'il soit coutumier, local, national ou international autorise une petite minorité issue d'une communauté ethnique elle-même minoritaire à annexer des populations ancrées dans un territoire depuis des siècles, sans leur demander leur avis ? Nous verrons plus bas que les raisons véritables qui sous-tendent cette rébellion n'ont rien d'idéologique ni d'identitaire. Juste la nécessité de réduire la taille de la famille afin de contrôler et d'obtenir une part plus grosse (illusoire ?) d'un gâteau promis par de faux amis.

L'idéologie familiale partagée par la plupart des Maliens est incompatible avec les principes de la démocratie à l'occidentale. Elle est responsable d'une grande part de nos malheurs et de notre incapacité à développer notre pays. Soit nous évoluons à la vitesse grand V et à marche forcée vers l'individualisation ; soit nous acceptons une forme de fascisation de la société induite par cette incompatibilité ou injonction contradictoire, avec tous les risques que cela représente ; soit nous réfléchissons ensemble et essayons de trouver une politique alternative qui concilie notre monde et le monde global. Il est certainement plus facile de pointer les responsables de nos malheurs en dehors du « groupe » mais ceux que nous appelons les « Autres » ne sont que les révélateurs de nos tares. Dans une interview accordée le 23 mars dernier au journal Infosept, le Pr Issa N'DIAYE<sup>8</sup> regrette la mauvaise lecture, responsable de la situation actuelle selon lui, que les politiques ont fait du coup d'Etat de mars 2012 : « *... Ce n'est pas, plus par la faute des partenaires extérieurs de la médiation internationale que des maliens eux-mêmes, qui ont permis depuis un certain nombre d'années un glissement qui a abouti aux résultats que nous connaissons. Aujourd'hui, il y a un effondrement de l'Etat malien que nous constatons et que malheureusement, les politiques maliens ont refusé d'assumer. Et si on avait eu le courage politique quand il y avait eu le coup d'Etat de mars 2012 de faire une bonne lecture de la situation d'effondrement du pays, on aurait pu éviter cela. Mais qu'est-ce qu'on a fait ? On a dit « retour à l'ordre constitutionnel normal » comme si de rien était. Et aujourd'hui, on se trouve confronté aux mêmes problèmes.*

*En réalité, et j'ai l'habitude de dire que, la crise dans la partie nord du Mali qu'on appelle « crise au nord du Mali », n'est pas une crise du nord mais la crise se trouve bel et bien à Bamako. C'est la crise des Institutions de l'Etat malien et c'est cette crise là qu'il faudra bien résoudre ».*

Le MNLA apporte une mauvaise réponse à un vrai problème de gouvernance, une réponse miroir, négatif parfait de cette idéologie clanique au pouvoir qui détruit de l'intérieur les institutions de l'Etat. Aux familles qui préemptent la Nation, il renvoie son désir de voir sa propre famille exercer le pouvoir, au bénéfice exclusif de ceux qu'elle définit comme les « siens », ceux qui lui ressemblent en somme. En exigeant la « *Création d'une assemblée interrégionale regroupant les régions de Gao, Tombouctou, Kidal, Ménaka et Taoudéni, dont les prérogatives relèvent des domaines spécifiques à l'Azawad* », sans demander l'accord des populations de ces régions, il agit en « colonisateur ». Qu'il soit soutenu par l'ancien colonisateur dans cette démarche, pour des raisons basement matérielles n'est pas surprenant.

<sup>7</sup> <http://www.maliweb.net/la-situation-politique-et-securitaire-au-nord/la-mediation-internationale-a-kidal-hier-la-cma-ne-signe-pas-et-veut-renegocier-la-paix-866662.html>

<sup>8</sup> <http://www.maliweb.net/interview/pr-issa-ndiaye-sur-la-situation-actuelle-du-mali-ibk-na-aucune-excuse-et-le-risque-dune-aventure-nouvelle-meme-dun-nouveau-coup-detat-suite-a-un-d-873862.html>

Quand il revendique l'« *Affectation d'un fonds spécial pour l'Azawad sur le budget de l'Etat à hauteur de 40% sur une période de 20 ans en vue de résorber un retard de plus de 50 ans* », il crache son mépris à la figure des autres composantes de la Nation qui n'ont qu'à s'enfoncer un peu plus dans une misère noire, le Nord valant bien ce sacrifice ! Pourquoi ? Mais parce que le MNLA, comme tous les autres Maliens (en cela on reconnaît bien nos frères), pense que le bien de sa famille vaut bien tout le mal infligé au reste de la société. Que font d'autre ceux qui sont au pouvoir aujourd'hui ? Qu'ont fait ceux qui l'étaient hier et avons-nous la certitude que les revenants qui se posent en alternative pour demain feront autrement ?

## La préférence familiale ou l'absence de contrat social

Au-delà de toutes ces considérations, le fond du problème est bien la gestion et la répartition des richesses sur l'ensemble du territoire. C'est ce que confirme le MNLA en revendiquant une « *Exploitation des ressources minières et énergétiques de l'Azawad soumise à l'autorisation préalable de l'Assemblée interrégionale, après avis de l'Assemblée régionale. Un quota de 20 % de la production sera affecté à l'Azawad, avec priorité à la Région concernée* ». Une telle certitude sur l'existence desdites ressources et l'empressement à entériner leur partage ne laissent plus planer de doutes sur les intérêts des uns et des autres dans ce conflit. Chers concitoyens du MNLA, loin de moi la prétention de vous donner des conseils mais vous devriez pourtant méditer ce proverbe : « *Garde-toi plus de tes (faux) amis que de tes (faux) ennemis* ».

Dans une émission récente sur RFI<sup>9</sup>, Matthieu Auzanneau revient dans son dernier livre, « *Or noir, la grande histoire du pétrole* », publié aux éditions La Découverte, sur la guerre du Biafra et le rôle des services secrets français. C'est assez instructif.

RFI (Extrait du livre) : « *L'emprise maintenue par Paris sur les pays producteurs de pétrole issus des anciennes colonies prend un tour presque risible s'il n'était tragique à force d'être grossier et brutal* ».



Paris Match, juillet 1968. Le Nigeria réprime la sécession du Biafra par les armes mais aussi par un blocus générant la famine. Pour un être humain qui tombe au combat, cent meurent de maladie ou d' inanition. Les nations les plus riches sont impuissantes à apporter, dans cette **abominable lutte tribale**, les secours de l'humanité.

MA : *L'histoire de la guerre du Biafra (1967-1970) est un exemple particulièrement ignominieux. Après l'indépendance du Nigéria en 1960, le Biafra chrétien veut accéder à son indépendance... Les services secrets français, avec le quitus du général de Gaulle, y voit là l'opportunité d'aller jouer dans l'arrière-cour des pétroliers britanniques, puisque le Nigéria s'impose alors comme le premier producteur de pétrole en Afrique. De manière tout à fait explicite<sup>10</sup>, a posteriori, on sait que les services secrets français ont soufflé sur les braises de cette guerre civile là... alimenter en armes la rébellion biafraise. Ce qui est particulièrement dérangeant, c'est qu'une fois que cette rébellion a perdu tout espoir d'emporter victoire... les services secrets français vont continuer à alimenter non seulement cette rébellion, alors qu'ils auraient peut-être dû les inciter à jeter l'éponge, mais ça va même plus loin. On voit le SDECE<sup>11</sup>... rendre visite à des journalistes français<sup>12</sup>, notamment au Monde, pour expliquer que ce qu'il se passe au Biafra est un génocide, donc qu'il faut continuer à soutenir cette rébellion au-delà de tout espoir de victoire militaire. Tout cela est fait avec le quitus du général de Gaulle. C'est un des épisodes dont les Français n'ont pas tellement à être fiers, malheureusement c'est un épisode qui est très méconnu puisqu'on se souvient en France surtout des photos de Paris Match, des enfants biafrais mourant de faim. On ne connaît pas ou on a oublié l'envers du décor. Cet envers a beaucoup à voir avec le pétrole et la volonté des pétroliers français, en tous cas des services secrets français d'aller jouer dans l'arrière-cour des pétroliers britanniques au Nigéria ».*

Monsieur le ministre des affaires étrangères de l'intégration africaine et de la coopération internationale<sup>13</sup>, vous vous étonnez du traitement réservé au MNLA par les medias français ? L'Histoire hoquète et les mêmes causes ne produiraient-elles pas les mêmes effets ?

A qui profite le « désordre organisé » ? Ni aux détenteurs du pouvoir qui verront se réduire drastiquement les occasions de s'enrichir, puisque tel semble être l'unique raison qui justifie les violences qu'ils infligent aux populations, ni aux groupes rebelles qui tomberont, au mieux, entre les mains de prédateurs qui ne leur laisseront que des miettes et saigneront à blanc les populations qu'elles veulent annexer. Populations dont

<sup>9</sup> <http://www.rfi.fr/emission/20150329-2-or-noir-petrole-histoire-hydrocarbone-carburant/>

<sup>10</sup> François-Xavier Verschave (La Françafrique, Stock,1998) : *Les mercenaires, les armes et les fonds secrets franco-africains ont prolongé durant trente mois une effroyable guerre civile, qui fit deux à trois millions de morts. En janvier 1970, les troupes fédérales écrasent les sécessionnistes. La République du Biafra a vécu.*

<sup>11</sup> Note de la rédaction : Service de Documentation Extérieure et de Contre-Espionnage

<sup>12</sup> François-Xavier Verschave - Idem : *Le SDECE est directement impliqué dans cette campagne : «Ce que tout le monde ne sait pas, c'est que le terme de « génocide » appliqué à cette affaire du Biafra a été lancé par les services. Nous aurions pu retenir celui de massacre, ou d'écrasement, mais génocide nous a paru plus parlant. Nous avons communiqué à la presse des renseignements précis sur les pertes biafraises et avons fait en sorte qu'elle reprenne rapidement l'expression génocide. Le Monde a été le premier, les autres ont suivi ».* Ancien lieutenant de Jacques Foccart, Maurice Robert: « Nous voulions un mot choc pour sensibiliser l'opinion ».

*Les autorités de Lagos tentent de faire face à cette campagne: une commission internationale comprenant quatre observateurs (des militaires haut gradés du Canada, de Grande-Bretagne, de Pologne et de Suède) réalisent une enquête en septembre 1968 et concluent que le terme de génocide est injustifié (p.147)*

<sup>13</sup> <http://www.maliweb.net/la-situation-politique-et-securitaire-au-nord/crise-du-nord-les-lecons-du-ministre-abdoulaye-diop-a-certains-medias-occidentaux-883552.html>

miniers, pétroliers disposeront pour creuser les mines pendant que les MNLAouites, se prenant pour des cheicks arabes, toucheront les redevances et feront bombance à Paris sur le cadavre du Mali.

En l'état actuel des choses, pour notre part, nous serions heureux de vous laisser ce pétrole car, quand on regarde autour de nous, la situation du Niger nous rappelle, si besoin était, que richesses du sous-sol ne riment pas avec développement. Selon Oxfam<sup>14</sup>, « sur le seul 1er trimestre 2013, **Areva a généré un chiffre d'affaire consolidé de 2,279 milliards d'euros, soit plus que le budget annuel total du Niger** (environ 2 milliards d'euros)... **Le Niger est l'un des Etats les plus pauvres du monde. Avec plus de 60% de la population vivant avec moins de 1\$ par jour, le pays se place au dernier rang du classement de l'indice de développement humain des Nations unies** ». Nous n'envions pas particulièrement le sort des Nigériens et il suffit de faire un tour du côté de Faléa<sup>15</sup> pour voir comment se comportent les sociétés minières, en complicité avec les familles maffieuses au pouvoir. Sûrement qu'au Nord comme au Sud, vous battez-vous pour conserver ou acquérir ces places qui valent de l'or et se paient cash du sang du peuple malien.

Pour en revenir à notre sujet initial, on aurait compris que Le Pen et son Front National, soutiennent un mouvement identitaire. Que Sarkhozy soit responsable de la précipitation de notre région dans le chaos et ait manipulé le MNLA à des fins de plus en plus évidentes, soit. Que comme Bush, il ne soit pas inquieté pour les milliers de morts que ses décisions ont entraînées, le Conseil de Sécurité de l'ONU est là pour ça. De la France socialiste, nous n'oublions pas que Mitterrand fut Ministre des Colonies et défendit avec conviction, dans les années 50, le colonialisme. Pour avoir cru à sa volonté de mettre fin à la Françafrique et revoir les accords de coopération militaire, Jean-Pierre Cot, son ministre de la Coopération de l'époque, fut rapidement démis de ses fonctions. Sans parler de son implication dans le génocide rwandais... De Hollande, nous n'oublions pas que son conseiller militaire, Benoît PUGA, est très proche de l'extrême droite et revendique son appartenance à une caste qu'il estime au-dessus des autres dans l'armée : « *Celle des paras, de la coloniale* ». Comme les Français le réalisent également à leurs dépens, nous comprenons que Hollande se moque bien de notre bien-être. D'ailleurs, ce n'est pas à lui de s'en soucier, lui qui fait la guerre pour défendre les intérêts des multinationales, de préférence françaises. Au final, c'est nous qui payons le prix fort pour toutes ces décisions et c'est alors que nous nous souvenons de ce qu'écrivit l'anarchiste Octave Mirbeau en 1898<sup>16</sup> : « *Surtout, souviens-toi que l'homme qui sollicite tes suffrages est, de ce fait, un malhonnête homme, parce qu'en échange de la situation et de la fortune où tu le pousse, il te promet un tas de choses merveilleuses qu'il ne te donnera pas et qu'il n'est pas d'ailleurs, en son pouvoir de te donner. L'homme que tu élèves ne représente ni ta misère, ni tes aspirations, ni rien de toi ; il ne représente que ses propres passions et ses propres intérêts, lesquels sont contraires aux tiens* ». Mais parce que l'anarchie n'est pas une solution et que la politique est affaire de tous, nous croyons, avec André Comte-Sponville<sup>17</sup> que, « *La politique n'est pas là pour faire le bonheur des hommes. Elle est là pour combattre le malheur - et elle seule, à l'échelle d'un pays ou du monde peut le faire efficacement* ». A nous de réfléchir à une option politique adaptée au contexte spécifique de notre pays. La démocratie à l'occidentale plaquée sur nos sociétés « familiales » a montré ses limites : de plus en plus de pauvreté, de moins en moins de sécurité.

Aïda H. Diagne

07/04/2015

[aidah.diagne@gmail.com](mailto:aidah.diagne@gmail.com)

Retrouvez ce texte sur [facebook](#)

<sup>14</sup> <https://www.oxfam.org/fr/salle-de-presse/communiqués/2013-12-19/areva-au-niger-qui-profite-luranium>

<sup>15</sup> [http://malijet.com/la\\_societe\\_malienne\\_aujourd'hui/74571-menace-d%E2%80%99une-mine-d%E2%80%99uranium--:fal%C3%A9a-s%E2%80%99invite-au-parlement-europ%C3%A9.html](http://malijet.com/la_societe_malienne_aujourd'hui/74571-menace-d%E2%80%99une-mine-d%E2%80%99uranium--:fal%C3%A9a-s%E2%80%99invite-au-parlement-europ%C3%A9.html)

<sup>16</sup> [La Grève des électeurs](#) - 1898

<sup>17</sup> André Comte-Sponville - Le capitalisme est-il moral ? Albin Michel, Paris, 2004